

«La consommation d'énergie reste taboue»

INFRASTRUCTURES A la tête d'un bureau d'ingénieurs en génie civil pionnier en matière de durabilité, fondé par son père, le Neuchâtelois Erdjan Opan détonne dans un paysage professionnel plutôt conservateur et se bat pour davantage de transparence

PROPOS RECUEILLIS
PAR FANNY NOGHERO

@FNoghero

Erdjan Opan est un libre penseur, un original, un créatif. Assoiffé d'aventure, dans sa vie professionnelle comme privée, il trace son chemin avec pour boussole des valeurs d'intégrité et de respect. Respect des autres, respect du travail bien fait, mais également respect profond de l'environnement. Un pionnier dans son domaine en la matière, puisque cet écolo pragmatique est ingénieur en génie civil, à la tête d'un bureau spécialisé dans les infrastructures routières et ferroviaires. OPAN Concept, basé à Neuchâtel, est notamment le premier bureau d'ingénieur en Suisse à avoir été certifié EcoEntreprise en 2007. Cette orientation écologique a été renforcée par un séjour d'une année qu'Erdjan Opan a effectué avec sa famille en Australie en 2008. Il en est revenu avec une formation post-grade dans le domaine de l'énergie alliant économie, technique et aspects institutionnels. Des compétences qu'il met aujourd'hui à profit des collectivités publiques, fédérales, cantonales ou communales, qui représentent 90% de son activité.

INTERVIEW

D'où vous vient cette sensibilité écologique? Ce sont mes parents, qui ont toujours été très sobres, qui m'ont inculqué ces valeurs. Mon père ne changeait pas de voiture avant que cela ne soit nécessaire. Mes parents réparaient et récupéraient tout, avec un grand respect de la nature et des ressources. Depuis que je suis rentré d'Australie, j'essaie d'apporter ces aspects de développement durable dans notre branche. Quand j'évoquais la notion de bilan CO₂ dans les années 2010-2012, on me prenait pour un «perché». Mais j'ai pu mettre à profit mes acquis en matière d'énergie au sein du bureau de la Société suisse des ingénieurs et des architectes (SIA) en tant que délégué à l'énergie à 40%. Cela m'a permis de créer un réseau à l'Office fédéral de l'énergie, de comprendre la structure législative qui est compliquée et rend la transition complexe.

Cette sensibilité environnementale est-elle compatible avec le fait de construire des routes? Oui, ces infrastructures répondent à une demande sociétale et politique. Je ne pense pas que ce soit schizophrénique. Notre rôle, c'est de construire des routes le mieux possible, avec la plus grande durée de vie et avec le moins d'impact possible sur la nature. C'est un magnifique défi. Nous nous inscrivons dans le paysage, sur lequel nous avons une emprise énorme. Mais il va sans dire que le champ de tension est très fort entre le social, l'économie et l'environnement. La question se pose de savoir si tous les trajets doivent se faire en voiture. A titre personnel je n'en ai plus, je me déplace à vélo et en train. Nous avons quatre voitures pour le bureau, dont deux électriques avec des panneaux solaires pour les recharger.

Dans quelle mesure les collectivités publiques prennent-elles en considération cet élément? Aujourd'hui, l'Ofrou mène un projet pilote de développement durable avec un outil que nous avons développé au niveau suisse, qui s'appelle SNBS Infrastructure (Standard de construction durable en Suisse). Il a été conçu sous l'égide du Réseau de construction durable suisse, le NNBS (acronyme en allemand pour Netzwerk Nachhaltiges Bauen Schweiz). Notre bureau a été appelé à la rescousse pour remettre sur les rails le projet de SNBS pour le bâtiment alors qu'il était dans une phase difficile. Un

PROFIL

1981 Cinq mois en internat en Allemagne pour «rendre utile» un redoublement scolaire.

1992 Huit mois de voyage en sac à dos en Amérique centrale à la suite de l'obtention de son diplôme d'ingénieur civil EPFZ.

1998 Devient mari, père, patron et propriétaire.

2002 Responsable de la construction de l'Arteplage du Jura à Expo.02.

2018 Voyage de six mois pour son demi-siècle avec lancement du projet anti-plastique Cleanisland-projects.org.

appel d'offres a été lancé en 2014 pour le même outil pour les infrastructures et OPAN Concept a été retenu. Nous avons travaillé de concert avec les CFF, l'Ofrou, les ingénieurs cantonaux, l'Office fédéral de l'énergie, l'Office fédéral de l'environnement, ainsi qu'un groupe d'accompagnement composé de spécialistes. Le SNBS Infrastructure est mis gratuitement à disposition sur le site de la NNBS depuis fin 2020.

En quoi consiste concrètement cet outil? Il s'agit d'un instrument pratique qui permet d'évaluer la durabilité d'un projet au travers de 32 critères et 75 indicateurs qui se répartissent sur les trois piliers du développement durable: société, économie et environnement, avec un point transversal qui est l'organisation. Il pose des questions sur le projet et permet de fixer des objectifs qualitatifs. La réflexion du tunnel de la Clusette, dans le Val-de-Travers (NE), est un excellent exemple de l'emploi du SNBS Infrastructure. Avec l'ingénieur cantonal, nous avons défini quatre thèmes prioritaires du développement durable. Le premier étant l'utilisation la plus efficace possible d'un investissement de 30 millions de francs issus des deniers publics pour créer une galerie de fuite. Alors que d'habitude des millions, voire des dizaines de millions sont dépensés pour un ouvrage qu'on espère ne jamais devoir utiliser, pour la première fois en Suisse, cette galerie de fuite servira la mobilité douce. A savoir le passage des vélos à la montée et des piétons.

Et les trois autres thèmes mis en avant sur ce chantier? Outre la récupération des matériaux utilisés pour la protection des dangers naturels, et la production d'énergies renouvelables avec des panneaux photovoltaïques sur les portails, la sobriété fait également partie des axes de travail retenus. Il a notamment été décidé d'accepter le fait que le tunnel ne soit pas parfaitement étanche afin d'éviter de devoir tout détruire et reconstruire. Sans bien évidemment prétexter la sécurité. Ce sont ainsi proba-

blement 15 millions de francs des collectivités publiques qui sont économisés, tout comme de nombreuses ressources.

L'utilisation de nouveaux matériaux permet-elle de réduire l'impact environnemental? Nous pourrions évidemment utiliser d'autres matériaux que ceux que nous connaissons, mais cela coûterait le même prix et durerait moins longtemps. Dans notre domaine, il est primordial de mettre le bon matériau au bon endroit. Le génie civil a fait de gros progrès avec le fameux béton fibré ultra-performant, permettant de renforcer et de prolonger la vie des ouvrages existants ou de construire du neuf de

«Notre rôle est de construire des routes le mieux possible, avec la plus grande durée de vie et avec le moins d'impact possible sur la nature»

manière plus élançée. Passablement d'études ont été menées sur les composants recyclés, mais pour les infrastructures qui subissent les affres de la météo, il est difficile de faire mieux qu'avec ce que nous avons déjà. Par contre, la bonne conception et le contrôle qualité de l'exécution sont fondamentaux. Un bon concept mal réalisé ne durera pas et il en va de même pour un mauvais concept bien réalisé. On peut quadrupler la durée de vie d'un ouvrage en remplissant ces deux critères.

Est-ce qu'un ingénieur craint la manière dans la réalisation? Les marchés publics ont un peu tout bouleversé en la matière. A l'époque, lorsqu'on

recevait un mandat, on le commençait et on le finissait. Aujourd'hui c'est haché dans le temps, par phases. Il y a l'étude préliminaire, l'avant-projet, le projet définitif, une mise en soumission et l'exécution, le plan d'exécution et la direction locale des travaux. Ce qui induit qu'on peut rarement maîtriser un projet de A à Z.

Vous êtes également impliqué dans le domaine de l'énergie et aviez un projet pour cibler et réduire la consommation. En quoi consistait-il? Alors que je travaillais pour la Société suisse des ingénieurs et des architectes (SIA), en 2013, j'ai voulu instaurer un monitoring énergétique de tous les bâtiments. Toutes les constructions en Suisse sont répertoriées par un numéro, il s'agit de l'identificateur fédéral de bâtiment (EGID). L'idée, c'était d'utiliser systématiquement ce numéro sur les factures des fournisseurs d'énergie, que ce soit d'électricité, de gaz, de mazout ou encore de bois, de sorte à définir la consommation énergétique de l'objet.

Et qu'est-ce qui a empêché la mise en application de cette idée pourtant a priori simple? Je me suis heurté à des choses incroyables. L'Office fédéral de l'énergie (OFEN) nous a soutenus au départ. Nous avions également avec nous l'Université de Saint-Gall, celle de Genève, la HES de Sion, l'EPFL, ainsi que la signature de Berne, Genève, Neuchâtel et du Valais, prêts à servir de cantons pilotes. Finalement, l'OFEN a refusé le projet, de peur de se mettre à dos les cantons, qui sont compétents en la matière. Je pense que le système était trop transparent. Même l'OFEN était d'accord de centraliser cette base de données et d'en garantir la confidentialité. C'est fou, en Suisse je peux aller demander aux impôts ce que gagne mon voisin, mais la consommation d'énergie doit demeurer secrète. Ce refus a été un grand creve-cœur pour moi. J'étais convaincu de sa nécessité et on le voit aujourd'hui, il aurait été utile de savoir exactement qui consomme quoi. Les permis de construire sont

octroyés sur la base d'un calcul, et ensuite il n'y a plus personne qui contrôle. Avec cet outil, il aurait été possible de fixer des limites de consommation à atteindre, ou monitorer l'efficacité des subventions. Plutôt que de faire des calculs compliqués suivant des normes, il aurait suffi de mesurer et de pénaliser les surconsommations.

Certains libéraux évoquent l'idée de taxer la consommation de carbone, comme on taxe l'essence ou l'eau. Qu'en pensez-vous? Taxer le carbone, c'est essentiel. C'est un cadeau qui a mis des millions d'années à se constituer au cœur de la terre et en un siècle et demi, nous allons tout griller. Aujourd'hui, nous ne payons pas toutes les externalités négatives de cette consommation. En ce sens, je pense qu'il faudrait instaurer une carte énergie avec des équivalents carbone, un peu comme une carte de crédit qui recense notre consommation. Aux Etats de déterminer ce que chacun a le droit de consommer en lien avec les objectifs internationaux à atteindre. Il faudrait ensuite fixer une taxe en fonction de la quantité à laquelle chacun a droit. Celui qui consomme plus paie plus, avec des paliers comme pour les impôts. Celui dont la consommation est inférieure voit sa facture réduite. En ce qui concerne notre bureau, nous avons été un des premiers clients Myclimate en Suisse romande et compensons toutes nos émissions depuis 2009. Cela représente une tonne de CO₂ par personne et par année, soit 40 tonnes au total.

Quel est le moteur qui vous anime aujourd'hui? Transmettre un savoir et une manière de voir les choses. Penser *out of the box*, en valorisant la créativité, la force des idées et le courage. J'aimerais pouvoir insuffler le culot et l'énergie qu'il faut pour être différent dans un monde professionnel parfois conservateur. Les lobbies me hérissent, je n'aime pas les retours d'ascenseur. Ce n'est pas du tout moi. L'indépendance et la défense de l'intérêt public sont mes leitmotifs. ■



Erdjan Opan: «Les lobbies me hérissent. L'indépendance et la défense de l'intérêt public sont mes leitmotifs.» (NEUCHÂTEL, 23 DÉCEMBRE 2022/GUILLAUME PERRET POUR LE TEMPS)